



Agence de la
**Nouvelle-
Calédonie**

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

La Nouvelle-Calédonie reste confrontée à une situation économique très dégradée

Au 2^{ème} trimestre 2025, la Nouvelle-Calédonie demeure confrontée à un climat économique encore fortement dégradé, marqué par les conséquences des émeutes de mai 2024 et de la crise du secteur nickel. Après un plus bas historique enregistré au 2^{ème} trimestre 2024 dans le sillage des émeutes, l'ICA poursuit son redressement pour atteindre 88,2 au second trimestre 2025 (+5,4 points). L'ICA demeure cependant bien inférieur aux niveaux observés entre 2021 et 2023.

Le redressement de l'indicateur du climat des affaires se poursuit dans un environnement économique encore très dégradé

Les répercussions des émeutes de mai 2024 demeurent perceptibles et continuent d'affecter une large part du tissu économique calédonien. Si certains indicateurs s'améliorent (extraction minière, production métallurgique...), d'autres restent durablement dégradés et traduisent un manque de perspectives : les défaillances d'entreprises sont en hausse, la consommation des ménages en baisse et de nombreux secteurs en difficulté.

Au-delà du lourd bilan humain et matériel des émeutes, les destructions ont entraîné une hausse substantielle du nombre de chômeurs alors que la situation financière des comptes sociaux était déjà critique. Le territoire demeure fortement dépendant des aides en provenance de l'Hexagone.

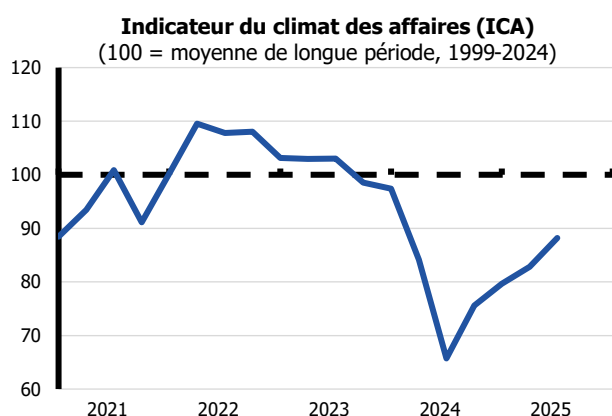
Dans ce contexte, le redressement de l'ICA ne peut être interprété comme un signe de reprise de l'économie, mais comme celui d'une stabilisation de celle-ci à un niveau particulièrement dégradé.

Ce trimestre, l'enquête de conjoncture s'est déroulée entre fin juin et fin juillet, au moment de la signature du projet d'accord de Bougival et avant l'annonce du retrait de l'un des partis politiques signataires. Cet environnement porteur d'espoirs sur l'avenir institutionnel du territoire a probablement contribué au redressement de l'ICA sur la période.

Des perspectives d'activité toujours incertaines

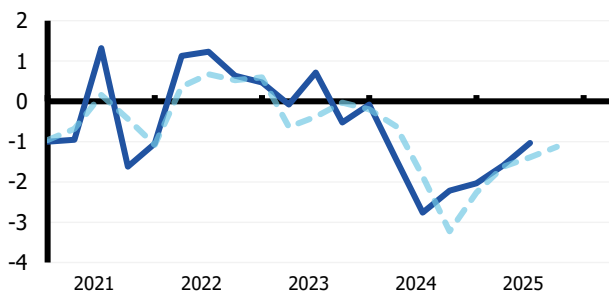
Les soldes d'opinion relatifs à l'activité passée et à l'activité prévue restent durablement ancrés en territoire négatif. Malgré une timide reprise de l'activité observée chez certaines entreprises, les perspectives demeurent dégradées.

Au 2^{ème} trimestre, le solde d'opinion relatif à l'activité passée poursuit sa progression (+0,6 pt par rapport au trimestre précédent), mais demeure à un niveau faible (-1,0). S'agissant des anticipations, le solde d'opinion sur l'activité prévue enregistre également une légère amélioration (+0,3 pt), tout en restant durablement inscrit en territoire négatif (-1,1). Ces indicateurs reflètent le pessimisme des professionnels interrogés.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

Soldes d'opinion portant sur l'activité



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

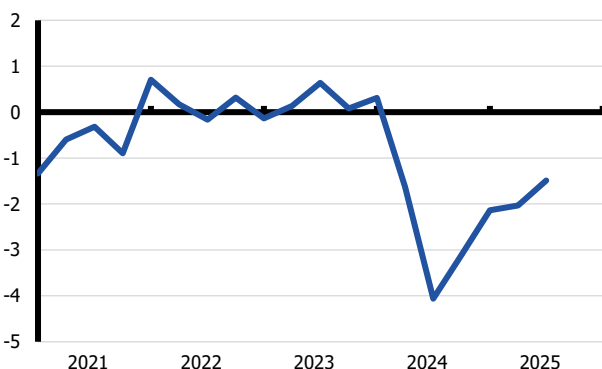
— Activité passée
- - - Activité prévue

À un horizon de 12 mois, 36 % des entreprises interrogées redoutent une défaillance, soit davantage qu'au trimestre précédent (32 %). Ce niveau reste nettement supérieur à la moyenne habituellement observée dans le cadre de cette enquête (18 % sur l'ensemble de l'année 2023).

Des perspectives d'investissement dégradées

Le solde d'opinion relatif à l'investissement des entreprises se maintient à un niveau particulièrement bas (-1,5) en dépit d'une faible progression au deuxième trimestre (+0,5 pt). Il reflète une absence durable de perspectives des chefs d'entreprises et leur réticence à investir dans un climat incertain.

Soldes d'opinion portant sur l'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

Au 2^{ème} trimestre 2025, la production totale de crédits aux entreprises (hors découverts, chiffres bruts) progresse tant en rythme trimestriel (+32,5 %), qu'en glissement annuel (+12,2 %). Ces hausses doivent être nuancées par « un effet de base ». La production de crédits de ce trimestre demeure proche des plus bas historiques enregistrés suite aux émeutes, bien loin des niveaux observés entre 2014 et 2023. Les crédits de trésorerie connaissent une forte hausse sur le trimestre (+57,5 %), traduisant des tensions persistantes sur la trésorerie des entreprises.

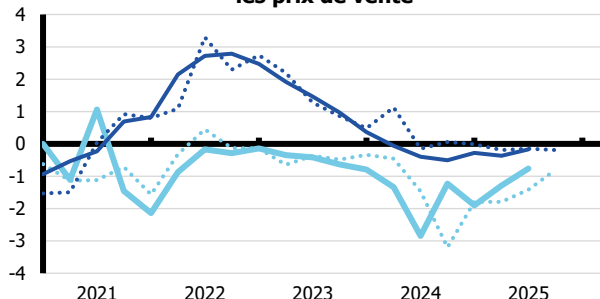
Des tensions de trésorerie persistantes

La situation de trésorerie des entreprises reste dégradée, sans perspective d'amélioration notable. Le solde d'opinion relatif à la trésorerie passée progresse légèrement (+0,5 pt), mais demeure nettement négatif à

- 0,8. Celui portant sur la trésorerie prévue enregistre également une progression (+0,6 pt), tout en restant largement inférieur à sa moyenne de longue période (-0,8).

Moindre hausse de l'indice des prix à la consommation

Soldes d'opinion portant sur la trésorerie et les prix de vente



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

— Solde d'opinion trésorerie
- - - Solde d'opinion trésorerie (prév.)
— Solde d'opinion prix de vente
- - - Solde d'opinion prix de vente (prév.)

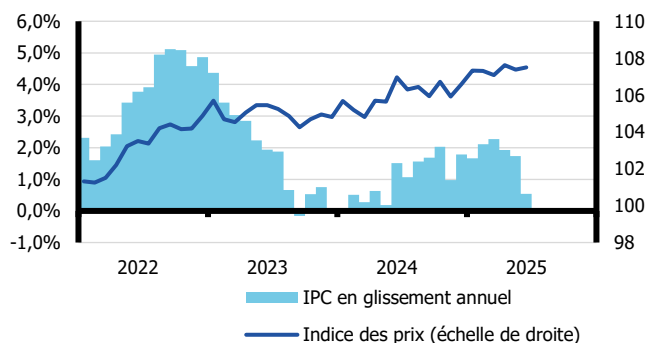
Après un 1^{er} trimestre marqué par une hausse modérée des prix (+0,5 % entre décembre et mars), la progression se poursuit au deuxième trimestre 2025 (+0,4 %), mais à un rythme légèrement inférieur.

Dans le détail au 2^{ème} trimestre, le prix de l'alimentation augmente de +0,7 %, celui des produits manufacturés de +0,5 % et celui des services de +0,9 %. À l'inverse, le prix de l'énergie enregistre une baisse significative (-2,4 %). Sur un an glissant, les prix des produits manufacturés et de l'énergie reculent nettement (-4,9 et -1,4 % respectivement). En revanche, les prix de l'alimentation et des services s'accroissent sur 12 mois (respectivement de +2,4 % et +2,5 %).

Sur un an glissant, l'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 0,5 % à fin juin.

Les soldes d'opinion relatifs aux prix stagnent et sont proches de leur moyenne de longue période, illustrant une anticipation de stabilité des prix.

Indice des prix à la consommation

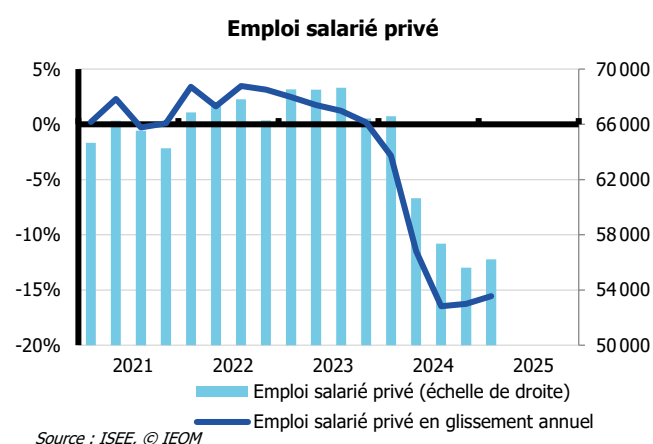


Source : ISEE, © IEOM

Des indicateurs sur l'emploi très mal orientés

L'emploi salarié privé subit une forte diminution. Les dernières données publiées par l'ISEE indiquent qu'entre le premier trimestre 2024 et le premier trimestre 2025 plus de 10 000 emplois ont été perdus (sur un total de 66 581 emplois salariés privés au 1^{er} trimestre 2024), soit une baisse de 15,6 % en un an.

En juin 2025, 3 459 personnes (ISEE) bénéficient encore du chômage total (contre 3 821 en juin 2024). A ce chiffre s'ajoutent 568 bénéficiaires du chômage lié aux « exactions » ainsi que 308 salariés encore placés en chômage partiel. Ces niveaux demeurent nettement supérieurs aux valeurs observées avant les émeutes. Le dispositif de chômage total lié aux exactions, instauré après les émeutes pour une durée maximale de neuf mois, arrive désormais à échéance pour certains bénéficiaires. Parallèlement, le dispositif de chômage partiel mis en place également en réponse aux conséquences des exactions a pris fin le 30 juin 2025.



Après une progression au 1^{er} trimestre, le solde d'opinion relatif aux effectifs du 2nd trimestre poursuit son amélioration (+0,9 pt). Le solde concernant les effectifs anticipés continue également d'augmenter, mais de manière plus modérée (+0,2 pt), tout en restant profondément ancré en territoire négatif (-1,6).

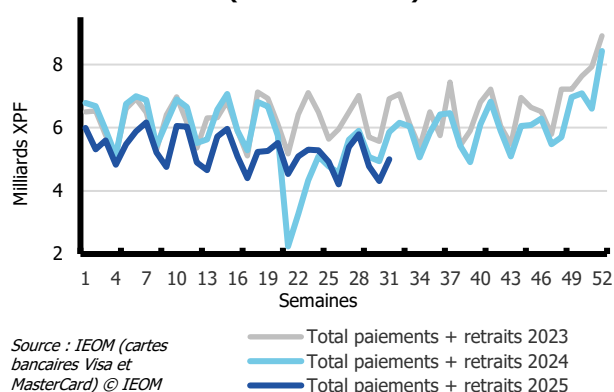
La consommation des ménages poursuit son repli

La consommation des ménages poursuit son repli. Entre janvier et juillet 2025 le cumul des paiements et retraits par cartes bancaires est inférieur de 8,2 % à celui de 2024 sur la même période.

Après un net recul au trimestre précédent, la production de prêts personnels et autres crédits à la consommation progresse au 2^e trimestre (+10,3 %).

Le nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs recule au deuxième trimestre (-18,8 %, CVS), et reste nettement inférieur à son niveau du 2^{ème} trimestre 2024 (-21,3 %, CVS). Le marché de l'occasion connaît également un repli au 2^e trimestre (-5,2 %).

Total paiement par carte et retraits / semaine (en milliards XPF)

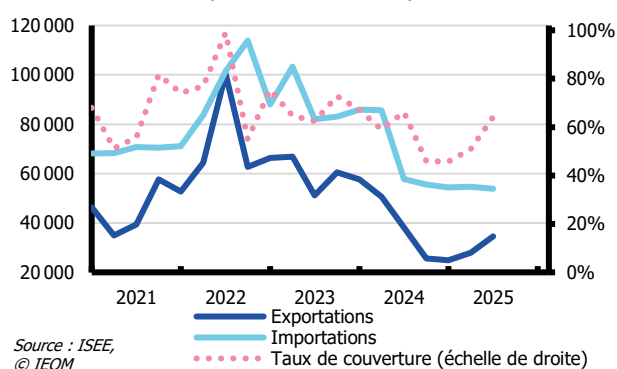


Les indicateurs de vulnérabilité des ménages se dégradent davantage. Le stock d'incidents signalés au fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) augmente de 5,5 % au 2^e trimestre 2025 (+34,4 % sur 12 mois). Parallèlement, le nombre de dossiers de surendettement déposés auprès des services de l'IEOM continue de croître, s'établissant à 72 dossiers (+22,0 % sur le trimestre et +260,0 % sur un an glissant).

La balance commerciale reste dégradée

Le taux de couverture s'améliore au second trimestre 2025. La valeur des exportations représente 64,2 % de celle des importations (CVS), en hausse de 13 pts par rapport au trimestre précédent, mais en repli comparé au second trimestre 2024 (66,2 %).

Echanges commerciaux (CVS, en millions XPF)



Au 2^{ème} trimestre, les exportations progressent de +23,9 % (CVS). Cependant, sur un an glissant, elles enregistrent un recul de -9,5 % (CVS), dans un contexte de crise sans précédent du secteur nickel calédonien.

Après une légère hausse au trimestre précédent, les importations stagnent au 2^{ème} trimestre 2025 (-1,5 %, CVS). Sur un an glissant, elles enregistrent une baisse de -6,7 % (CVS).

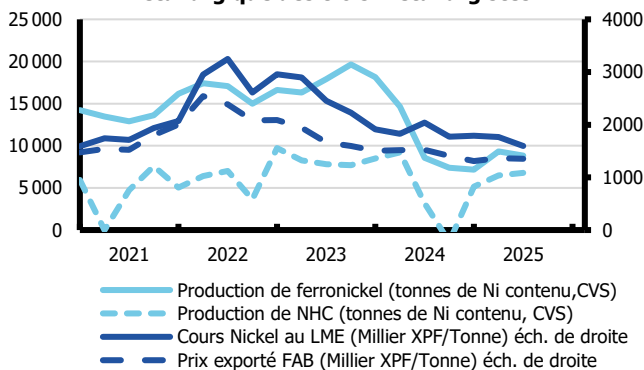
Des situations sectorielles fortement dégradées

La production de nickel est en légère baisse dans un contexte d'incertitudes persistantes sur l'avenir du secteur

Le cours du nickel se replie pour le 4^e trimestre consécutif (-2,5 %). Les stocks de nickel répertoriés au LME continuent eux d'augmenter (+7,0 % sur un trimestre), illustrant le déséquilibre persistant entre l'offre et la demande à l'échelle mondiale.

Au 2^e trimestre 2025, l'extraction minière est en recul (-7,1 % sur trois mois, CVS). En glissement annuel, la forte hausse (+70,3 %, CVS) s'explique par le blocage des principaux sites miniers suite aux émeutes du 2^e trimestre 2024 (effet de base). Sur le trimestre, la production métallurgique totale est également en très légère baisse (-1,2 %, CVS), tirée par le recul de la production de ferronickel (-5,3 % CVS). La production de NHC enregistre en revanche une modeste hausse trimestrielle (+4,8 %, CVS). Sur un an glissant, la production métallurgique est en nette hausse (+33,4 %, CVS), tirée par le NHC (+114,8 %), l'usine de Prony ayant stoppé sa production suite aux émeutes. Sur 12 mois glissants, la hausse de production de ferronickel est nettement plus modeste (+3,3 %), la SLN ayant maintenu autant que possible la production pour préserver son appareil productif pendant les émeutes.

Variation du cours et production métallurgique des trois métallurgistes



Source : ISEE, DIMENC, LME, © IEOM

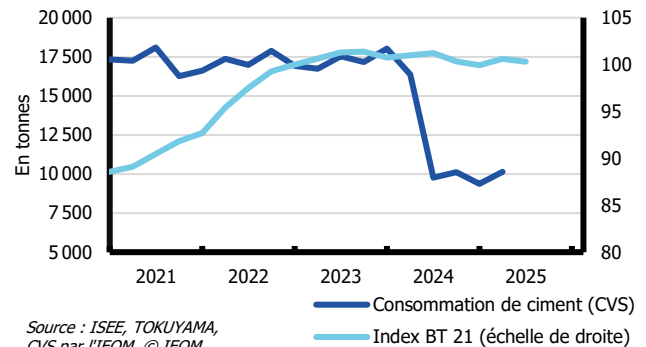
Le secteur du BTP est toujours à l'arrêt

Les ventes de ciment stagnent à des niveaux exceptionnellement faibles. En dépit d'une augmentation (+8,2 %) au 1^{er} trimestre 2025 (dernières données disponibles), ces niveaux sont inférieurs à ceux qui prévalaient au 2^e trimestre 2024 (-38,1 % en glissement annuel, CVS). Le prix des matériaux de construction se stabilise au 2^e trimestre 2025 (-0,3 % pour l'index BT 21).

Le solde d'opinion sur l'activité passée s'améliore légèrement au 2^e trimestre 2025 (+0,5 pt) mais reste en territoire négatif (-0,5). Le solde d'opinion sur l'activité à venir se redresse également (+0,3 pt), même si les professionnels du secteur restent pessimistes (solde négatif à -0,5). Le solde d'opinion sur les effectifs prévisionnels diminue légèrement et reste à un niveau dégradé (-0,4 pt). Le solde d'opinion sur les prévisions d'investissement, qui était à un plus bas historique au 4^e

trimestre 2024, progresse modestement (+0,5 pt) mais reste à un niveau très dégradé (-1,4).

Evolution des ventes de ciment et de l'index BT



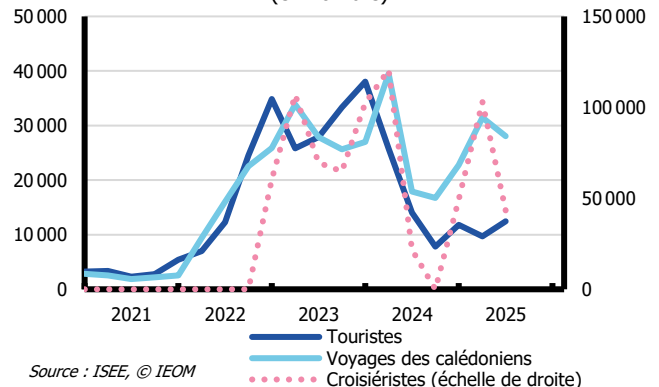
Source : ISEE, TOKUYAMA, CVS par l'IEOM, © IEOM

Les Calédoniens voyagent à nouveau mais les touristes de séjour ne reviennent pas

La reprise du tourisme international est difficile. Après un franc retour des croisiéristes au 1^{er} trimestre 2025, seuls 43 315 croisiéristes ont été dénombrés au 2^e trimestre (contre 102 972 au trimestre précédent, soit -57,9 %, données brutes).

Le nombre de touristes arrivant sur le territoire par avion reste particulièrement faible (12 462 sur le trimestre), même s'il augmente par rapport au trimestre précédent (+28,9 %, données brutes). Le nombre de touristes de séjour demeure inférieur de 11,1 % à celui du 2^e trimestre 2024.

Touristes (en nombre)



Source : ISEE, © IEOM

Le nombre de passagers transportés sur les lignes intérieures continue de diminuer sur le trimestre (-12,9 %, CVS), dans un contexte de climat sécuritaire encore incertain et de difficultés techniques récurrentes sur la flotte de la compagnie aérienne domestique.

Les soldes d'opinion des chefs d'entreprise touristiques sur leur trésorerie passée comme prévisionnelle restent ancrés en territoire négatif, reflétant les difficultés des acteurs touristiques.

Les indicateurs des filières élevage, crevette et thon évoluent de manière contrastée

Les professionnels du secteur primaire sont pessimistes. Au 2^e trimestre 2025, le sentiment des chefs d'entreprises du secteur primaire sur leur activité passée se dégrade (-0,1 pt pour s'établir à -0,9), tandis que les perspectives d'activités reculent davantage (-0,3 pt pour s'établir à -1,4).

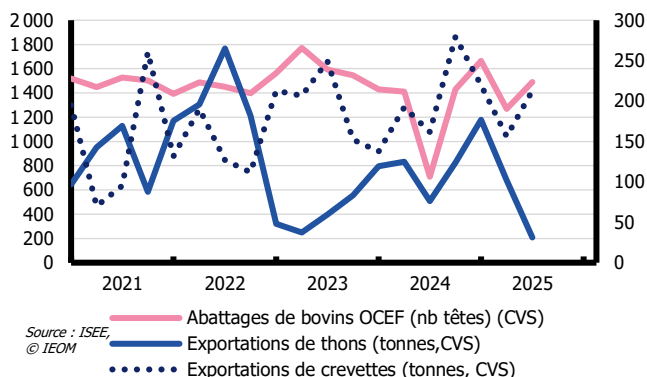
Les indicateurs de la filière élevage sont contrastés ce trimestre : hausse de 17,4 % des abattages de bovins mais baisse de 2,9 % des abattages de porcins (données CVS).

Les exportations de crevettes progressent nettement sur 3 mois (+36,3 %, CVS) ainsi qu'en glissement annuel (+31,6 %, CVS). En revanche, les exportations de thon reculent au 2^e trimestre 2025 (-69,4 %, CVS) et sur l'année (-59,0 %, CVS).

Le coût des intrants était en légère baisse au 4^e trimestre 2024 (dernière donnée disponible) : l'IPAMPA (Indice

mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) perdait 0,6 % sur trois mois. Sur 12 mois, l'indice était également orienté à la baisse (-1,8 %).

Indicateurs du secteur primaire



Une économie résiliente en dépit d'incertitudes persistantes

Le FMI maintient les anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Ces anticipations s'élèvent à 4,2 % en 2025, soit 0,1 point de pourcentage en-deçà des estimations communiquées en avril, puis à 3,6 % en 2026, chiffre stable. Cette apparente stabilité cache toutefois des situations contrastées ; les Etats-Unis pourraient subir un taux d'inflation plus élevé suite à la mise en place des nouveaux droits de douane.

Le FMI a revu à la hausse ses prévisions de croissance aux Etats-Unis. Le PIB progresserait de 1,9 % en 2025 et 2,0 % en 2026 aux Etats-Unis, contre des estimations de 1,8 % et 1,7 % en avril 2025. Ce regain d'optimisme procède de l'établissement des nouveaux droits de douane à des niveaux inférieurs à ceux anticipés et d'un assouplissement des conditions de financement aux Etats-Unis.

Le FMI a également revu à la hausse ses prévisions de croissance pour la zone Euro en 2025. Celles-ci s'élèvent à 1,0 % contre 0,8 % dans les projections communiquées en avril 2025. Les projections pour 2026 sont stables, à 1,2 %. Cette réévaluation est portée par les bonnes performances de l'économie irlandaise, toutefois peu représentative de l'ensemble de la zone, et par la hausse des anticipations de dépenses dans le secteur de la défense.

En France, le deuxième trimestre 2025 est marqué par une légère accélération de la croissance du PIB, à 0,3 %, contre 0,1 % au premier trimestre, selon les estimations de l'Insee. Cette accélération se fait notamment à la faveur d'un léger rebond de la consommation des ménages. Après s'être établi à -0,3 % au premier trimestre, celle-ci est revenue en territoire positif et s'établit à +0,1 %. La Banque de France a légèrement revu à la baisse ses anticipations de croissance, à +0,6 % pour l'exercice 2025, suivi d'une accélération en 2026, à +1,0 %.

Au Japon, la vigueur de l'investissement privé atténue la faiblesse des exportations et de la consommation des ménages. Le FMI a ainsi révisé légèrement à la hausse ses anticipations de croissance de l'économie nippone pour 2025, à 0,7 %, contre 0,6 % en avril. Ces projections restent toutefois inférieures aux prévisions communiquées en janvier 2025, à 1,1 %.

Le FMI a révisé à la hausse ses anticipations de croissance dans les pays émergents. A la faveur d'une activité plus soutenue qu'escomptée et de la réduction des droits de douane mis en place par les Etats-Unis, la Chine voit ainsi ses prévisions de croissance pour 2025 réévaluées à 4,8 %, contre 4,0 % en avril 2025. L'Inde bénéficie également d'une révision à la hausse de ses prévisions de croissance pour 2025, à 6,4 %, contre 6,2 % en avril. Le FMI maintient ses anticipations de croissance pour les économies d'Afrique subsaharienne, du Moyen Orient et d'Asie Centrale en 2025, tandis que celles des pays émergents d'Europe sont revues à la baisse.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Des évolutions contrastées en Asie-Pacifique

En Australie, la croissance a ralenti à +0,2 % au T1 2025, après +0,6 % au trimestre précédent, freinée par le recul de l'investissement public (-2,0 % après +0,8 %). La consommation des ménages progresse modestement (+0,4 % après +0,7 %). Le commerce extérieur contribue négativement à la croissance : les exportations reculent plus fortement que les importations. L'inflation a ralenti à +2,1 % au T2 2025, son plus bas niveau depuis 2021 (inflation sous-jacente recule à +2,7 %). La RBA a abaissé son taux directeur à 3,6 % en août 2025, son plus faible niveau depuis 2023. Le taux de chômage a légèrement reculé à 4,2 % en juillet 2025, après 4,3 % en juin (niveau le plus élevé depuis novembre 2021).

La Nouvelle-Zélande a enregistré une croissance de 0,8 % au T1 2025 (après +0,5 % au trimestre précédent), portée par le rebond de l'industrie manufacturière (+2,4 %) et de la construction. Sur un an, le PIB recule de 0,7 %. Le chômage progresse légèrement à 5,2 %. L'inflation s'établit à 2,7 % au T2 2025 (après +2,5 %), respectant la cible de la RBNZ entre 1 et 3 %. Celle-ci a baissé son taux directeur à 3,0 % en août, son plus bas niveau depuis 2022.

En Indonésie, la croissance a fortement rebondi au T2 2025 (+4,0 % après -1,0 %), portée par la consommation privée, les dépenses publiques et la reprise des échanges extérieurs. L'inflation est remontée à 2,4 % en juillet 2025 portée par les prix alimentaires. La banque centrale a néanmoins abaissé son taux directeur à 5,0 % en août, afin de soutenir l'activité. Le chômage a reculé à 4,8 % au T1 2025.

Aux Fidji, la croissance devrait atteindre 3,2 % en 2025, soutenue par le secteur des services. Les arrivées touristiques et la production aurifère ont reculé au T1 2025 (respectivement de -5,3 % et de -11,8 %), tandis que la production de bois a fortement progressé (+192,6 %). L'inflation annuelle s'établit à -0,4 % en juillet 2025. Le chômage se stabilise à 4,3 % comme à fin 2024, grâce à une hausse des recrutements. La RBF a maintenu son taux directeur à 0,25 %, dans un contexte de stabilité des prix.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji, New Zealand Parliament, Asian Development Bank

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : F. Dufresne ■ Responsable de la rédaction : J. Charbonneau

Rédaction : A. Huc, A. Miloud, A. Ovinet